

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels

**COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE, 398<sup>e</sup>  
SÉANCE**



Lundi 4 novembre 1963,  
à 15 h 15

**NEW YORK**

SOMMAIRE

	Page
Point 32 de l'ordre du jour:	
Rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. ....	131

Président: M. Mihail HASEGANU (Roumanie).

POINT 32 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/5513, A/SPC/89)

1. Le PRÉSIDENT propose que la Commission, avant de passer à l'examen de la question inscrite à son ordre du jour, invite, comme elle l'a fait les années précédentes, le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) à prendre place à sa table.

*Il en est ainsi décidé.*

Sur l'invitation du Président, M. Davis, commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, prend place à la table de la Commission.

2. M. DAVIS (Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) rappelle que c'est la dernière fois qu'il présente le rapport de l'UNRWA à la Commission, car il quittera ses fonctions le 31 décembre 1963. Les vues qu'il exposera sont celles d'un homme qui, pendant cinq ans, a dû prendre des décisions et trouver des solutions pratiques, compte tenu des limitations imposées à l'Office par sa situation financière et son mandat de durée limitée.

3. La tâche essentielle de l'Office est de pourvoir aux besoins des réfugiés de Palestine, besoins qui relèvent de deux grandes catégories: les services de secours et les services d'enseignement. Les services de secours — rations, services médicaux, logement, vêtements et services sociaux — entraînent pour l'Office des frais annuels de 25,5 millions de dollars, soit environ 25 dollars par réfugié et par an. Il existe d'ailleurs certaines graves inégalités dans le programme des secours, du fait que les listes sont inexactes et que l'on possède des renseignements insuffisants quant au statut économique des familles de réfugiés. D'autre part, un nombre croissant d'enfants et d'individus dans le besoin ne peuvent recevoir de secours, faute de fonds suffisants, ou parce qu'ils ne relèvent pas de l'Office. Les services d'ensei-

gnement, qui consistent à procurer six années d'enseignement primaire et trois années d'enseignement préparatoire aux jeunes réfugiés, un enseignement secondaire à un nombre croissant d'étudiants et un enseignement professionnel et pédagogique à plus de 4 000 jeunes gens et jeunes femmes, ainsi que des bourses d'enseignement supérieur à 750 étudiants, coûtent à l'Office 12,5 millions de dollars environ. M. Davis souligne l'importance fondamentale que présente l'enseignement du point de vue des jeunes réfugiés et également du point de vue de l'avenir du Moyen-Orient et du monde. Il importe en effet de mettre les jeunes réfugiés en état de surmonter les difficultés particulières de leur situation et d'accéder au marché du travail qui, au Moyen-Orient, est particulièrement compétitif, surtout dans le domaine des emplois non spécialisés. On compte à l'heure actuelle 400 000 réfugiés parvenus à l'âge adulte et qui, faute de la formation nécessaire, trouvent très difficilement un emploi. C'est pourquoi, l'Office s'est particulièrement employé, ces dernières années, à développer ses programmes d'enseignement, en s'efforçant de trouver des fonds supplémentaires. Il a pu réunir ainsi 7 millions de dollars environ au cours des trois dernières années, ce qui lui a permis de développer la formation professionnelle et la formation pédagogique. D'autre part, l'Office s'est efforcé de réduire les dépenses afférentes aux secours, et il a consacré les économies ainsi réalisées — 900 000 dollars en 1962 — à l'enseignement. M. Davis insiste sur le fait que, pour le seul enseignement de base — neuf années de scolarité —, les dépenses s'accroîtront de 500 000 dollars par an, pendant au moins trois ans, les effectifs scolaires devenant de plus en plus nombreux et le déchet scolaire étant de plus en plus réduit. D'autre part, l'Office consacre un gros effort au corps enseignant. Il emploie actuellement 4 300 instituteurs et professeurs, dont un quart seulement ont les titres requis par la loi des pays d'accueil. Pour remédier à cet état de choses, l'Office organise une formation pédagogique en cours d'emploi, ainsi que des cours de perfectionnement et des cours par correspondance. Pour couvrir les dépenses qui en résulteront pendant la durée du mandat actuel, soit 350 000 à 400 000 dollars, l'Office s'efforce d'obtenir une contribution spéciale d'un gouvernement intéressé. Il espère que le programme en question commencera à fonctionner pleinement dans l'automne de 1964 et qu'il permettra à un grand nombre de maîtres d'obtenir les titres pédagogiques requis. Dans la mesure où ce programme réussira, l'enseignement fourni aux jeunes réfugiés s'améliorera, de même que la situation des maîtres employés par l'Office.

4. M. Davis aborde alors la question du transfert des fonctions de l'Office à d'autres institutions des Nations Unies ou aux gouvernements des pays d'accueil. En fait, près de 60 p. 100 des dépenses de l'Office — soit environ 38 millions de dollars par an —

sont consacrées à des types de services que les gouvernements hôtes fournissent à leurs ressortissants. Il s'agit de l'enseignement, des services médicaux et des services destinés aux indigents. Les 40 p. 100 restants sont consacrés à des dépenses — alimentation, logement, vêtements — qui, au Moyen-Orient, incombent aux individus et non à l'Etat. En d'autres termes, ces deux types de services, au cas où l'Office devrait disparaître, évolueraient dans deux directions opposées; les services que les individus se procurent eux-mêmes seraient progressivement réduits à zéro, à mesure que les réfugiés s'en chargeraient eux-mêmes, tandis que les services du secteur public devraient être assurés par les Etats d'accueil. Cette prévision, fait observer M. Davis, est valable, que le paragraphe 11 du dispositif de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale soit appliqué ou non.

5. S'agissant plus particulièrement du transfert de certaines fonctions de l'Office à d'autres institutions des Nations Unies, M. Davis relève que, d'une manière générale, ces institutions n'exercent pas de fonctions opérationnelles comme le fait l'Office. Elles devraient donc entreprendre un nouveau genre d'activité et cela sur une très grande échelle. De toute manière, le but ultime est de transférer aux gouvernements locaux les fonctions actuellement assumées par l'Office, et l'on voit mal quel avantage il y aurait à confier, entre-temps, les fonctions d'enseignement et de santé à d'autres institutions, solution temporaire qui n'offrirait même pas l'avantage de réduire les frais actuellement assumés par la communauté internationale.

6. Pour ce qui est des activités de secours (alimentation, santé et services sociaux), leur transfert aux gouvernements des pays d'accueil ne serait d'aucune utilité pratique; non seulement il ne contribuerait que fort peu à résoudre le problème des réfugiés, mais encore il imposerait aux Etats d'accueil des obligations qu'ils n'assument même pas à l'égard de leurs propres citoyens.

7. M. Davis estime donc qu'il vaut mieux continuer à confier ces responsabilités à une institution spéciale des Nations Unies, l'Office par exemple, jusqu'à ce que le problème des réfugiés soit résolu, ou du moins jusqu'à ce que l'Office puisse cesser ses services de secours et se décharger des services d'enseignement, de santé et de protection sociale sans obliger d'autres institutions des Nations Unies ou des gouvernements à assurer des tâches qu'ils ne remplissent pas actuellement.

8. M. Davis souligne que, quelle que soit la solution générale qui sera finalement adoptée, le problème des réfugiés de Palestine se ramène à deux éléments essentiels: l'existence d'emplois et la formation de personnes capables de les exercer. De toute manière, le besoin de secours se fera encore sentir pour la durée de la génération actuelle, car il existe au bas mot 250 000 réfugiés qui, pour diverses raisons, ne peuvent trouver d'emploi et qui auront peut-être besoin d'être secourus pendant le reste de leur vie.

9. Comme le rappelle le Commissaire général, l'Office avait pour tâche, à l'origine, de distribuer des secours et d'organiser des programmes propres à créer des emplois pour les réfugiés. Or, l'expérience a montré que l'Office n'est pas l'organe approprié pour lancer de vastes projets économiques à cet effet. Aussi, pendant le mandat de M. Davis,

l'Office s'est-il abstenu d'entreprendre des projets de ce genre, ce qui ne veut pas dire qu'il soit opposé au développement économique. De même, l'Office ne s'est pas occupé directement des problèmes plus vastes qui découlent de la question de Palestine et que l'Assemblée générale elle-même avait confiés à d'autres organes des Nations Unies. En revanche, l'Office n'a négligé aucun effort pour secourir les réfugiés dans le besoin et pour éduquer leurs enfants. C'est là, de l'avis de M. Davis, la mission véritable de l'Office, mission qu'il doit poursuivre jusqu'à ce que les réfugiés soient capables de subvenir à leurs propres besoins et jusqu'à ce que les pays qui les accueillent soient prêts à leur procurer les services publics nécessaires, notamment en matière d'enseignement. En attendant, le Commissaire général est persuadé que tout effort prématuré en vue de liquider l'Office ne ferait qu'ajouter à l'instabilité du Moyen-Orient, réduirait la cadence du progrès économique, et risquerait même de provoquer une lutte ouverte au sein du Moyen-Orient.

10. Passant à des considérations plus générales, le Commissaire général voudrait rappeler certains faits fondamentaux dont il importe de tenir compte si l'on veut résoudre le problème des réfugiés de Palestine. Au cours de son mandat de cinq années, M. Davis a pu constater que le monde entier méconnaît l'importance des sentiments et des passions que la question de Palestine suscite parmi les populations du Moyen-Orient. Nombreux sont ceux qui pensent qu'il suffirait de résoudre le problème des réfugiés pour résoudre du même coup toute la question de Palestine. Or, de l'avis de M. Davis, le facteur fondamental de cette question est non pas le problème des réfugiés en soi, mais le fait que deux groupes de population poursuivent des fins divergentes que 15 années d'efforts de conciliation n'ont pu rapprocher. Le problème des réfugiés n'est qu'un aspect du problème complexe qu'ont posé la création même d'Israël et sa présence comme Etat dans le Moyen-Orient. D'une part, les citoyens d'Israël sont prêts à défendre l'existence de leur pays jusqu'à la mort, d'autre part les Arabes refusent de reconnaître la légitimité de l'Etat d'Israël et ne veulent pas qu'il continue d'exister comme Etat. Il y a là un sentiment qui est le produit des siècles, qui est ancré non seulement parmi les réfugiés de Palestine, mais parmi toutes les nations arabes, et qui se transmet avec une force nouvelle à la génération montante. Ainsi donc, des deux côtés, des sentiments profondément enracinés sont en jeu et c'est ce qui explique pourquoi les efforts en vue de régler la question de Palestine ou le problème des réfugiés ont échoué. On est ainsi forcé de conclure qu'aucune solution de la question de Palestine n'est encore en vue, et qu'une solution même satisfaisante du problème des réfugiés ne suffirait pas à régler le conflit fondamental qui oppose le peuple d'Israël aux nations arabes. Le Commissaire général voit toutefois un rayon d'espoir dans ce sombre tableau, à savoir que les individus qui composent ces nations antagonistes n'éprouvent pas de haine personnelle les uns pour les autres.

11. En présentant ces observations, le Commissaire général n'a eu d'autre intention que d'aider à mieux comprendre la question à l'ordre du jour, sans chercher à esquisser une solution de la question de Palestine proprement dite. En attendant que cette question ait reçu une solution satisfaisante, il y a plusieurs choses concrètes qui doivent être faites:

en premier lieu, il s'agit de poursuivre les efforts pour maintenir la paix au Moyen-Orient et pour trouver un moyen d'appliquer les dispositions du paragraphe 11 du dispositif de la résolution 194 (III); en second lieu, les réfugiés dans le besoin doivent continuer à recevoir des secours; à cet égard, il importe que les listes de rationnaires soient corrigées au plus tôt. On doit admettre qu'il faudra encore pendant au moins 10 ans dispenser des secours à des dizaines de milliers de réfugiés qui, pour des raisons qui ne dépendent pas d'eux, ne peuvent trouver à s'employer; troisièmement, il faut pourvoir à l'enseignement général des réfugiés, ce qui obligera à augmenter pendant plusieurs années, à raison de 500 000 dollars environ par an, le budget consacré à l'enseignement. En même temps, il s'agit de fournir aux maîtres employés par l'Office les moyens d'améliorer leur qualification et d'acquies des diplômes comparables à ceux des professeurs des pays d'accueil. En quatrième lieu, les jeunes réfugiés doivent avoir toutes facilités pour apprendre un métier. C'est pourquoi il convient de maintenir et de développer les services de formation professionnelle, de formation pédagogique ainsi que les bourses universitaires.

12. Personnellement, M. Davis ne voit d'autre solution que de continuer à confier ces trois dernières fonctions à l'Office, aussi longtemps qu'il sera nécessaire. Tout en comprenant fort bien que les Etats Membres ont hâte de mettre fin à l'existence de l'Office, le Commissaire général ne voit pas comment cela pourra être fait d'ici le 30 juin 1965, date à laquelle expirera le mandat de l'Office. Une telle mesure équivaldrait à imposer des privations à des réfugiés incapables de subvenir à leurs propres besoins et à refuser d'éduquer leurs enfants, ceci à une époque où les nations du monde unissent leurs efforts pour assurer le succès de la campagne contre la faim et celui de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

13. Avant de conclure, le Commissaire général évoque le problème financier qui se posera à l'Office en 1964. En 1963, l'Office pense recevoir environ 34 millions de dollars grâce aux contributions ordinaires des gouvernements, 2 millions de dollars de sources supplémentaires (provenant notamment des organisations bénévoles et des fonds d'assistance technique) et 1 million de dollars de recettes intérieures, notamment grâce à la vente de containers vides. Malgré ces apports supplémentaires, l'Office terminera probablement l'année avec un déficit de plus de 1 million de dollars. En 1964, comme l'a déjà signalé M. Davis, l'Office aura besoin de 500 000 dollars de plus qu'en 1963 pour assurer l'enseignement général des jeunes réfugiés, ce qui signifie que l'Office terminera l'année 1964 avec un déficit d'au moins 1,5 million de dollars. C'est là une situation grave, à laquelle l'Office ne peut faire face sans réduire considérablement ses activités dans un domaine ou dans l'autre. M. Davis ne croit pas qu'il soit possible d'augmenter les recettes extra-budgétaires d'un million et demi de dollars par an. Il sera même difficile de continuer à recueillir 2 millions de dollars par an des sources bénévoles supplémentaires. Il s'ensuit que seules les contributions des gouvernements permettraient d'équilibrer le budget de l'Office; c'est l'espoir qu'il met dans la Conférence des annonces de contribution pour 1964, qui aura lieu dans trois ou quatre semaines. A défaut l'Office devra réduire, soit ses

services de secours, soit ses programmes d'enseignement, ce qui, de l'avis du Commissaire général, serait tragique. Il reste une solution qui consiste à rayer des listes ceux qui continuent à recevoir des secours sans y avoir droit; c'est là une solution à la fois logique et saine, tentée jusqu'à présent avec un succès très limité, mais qu'il conviendrait d'appliquer sans retard dans l'intérêt même des réfugiés de Palestine.

14. Pour conclure, M. Davis tient à exprimer ses sincères remerciements aux pays représentés à la Commission pour l'appui qu'ils n'ont cessé de manifester tant au Commissaire général qu'à l'Office. Il exprime également sa reconnaissance au Secrétariat des Nations Unies ainsi qu'aux institutions et aux organes bénévoles de même qu'aux particuliers qui ont appuyé les efforts de l'Office. Enfin, il félicite le personnel de l'Office, tant les 150 membres du personnel international que les 11 000 employés recrutés sur place, d'avoir servi l'Office avec dévouement.

15. C'est avec un profond regret que le Commissaire général a décidé, pour des raisons personnelles, de quitter l'Office le 31 décembre 1963.

16. M. RIFA'I (Jordanie), parlant au nom de son pays et des trois autres pays d'accueil — la République arabe unie, la Syrie et le Liban —, rend hommage à M. Davis d'avoir su se montrer à la hauteur de sa tâche, dans l'accomplissement de laquelle il a dû assumer en quelque sorte les souffrances et les espoirs des 1 210 000 réfugiés. M. Davis a vécu auprès des réfugiés dans les pays d'accueil, et il a toujours eu à cœur leur bien-être. Il a parcouru le monde en quête de dons destinés à améliorer leur sort et pris l'initiative de nouveaux programmes en leur faveur. Par ses efforts, il s'est attiré l'affection, le respect et l'admiration de tous les réfugiés et de ceux qui s'associent à leur sort.

17. Pour des raisons personnelles impérieuses, M. Davis doit quitter son poste, mais M. Rifa'i est sûr qu'il continuera de servir néanmoins la cause des réfugiés.

18. Tous les représentants des pays arabes à la Commission tiennent à exprimer au Commissaire général leur admiration pour son intégrité et son dévouement.

19. M. Rifa'i relève, dans le rapport du Commissaire général (A/5513), le paragraphe 15 qui évoque la situation particulièrement critique des Bédouins Azazma, en Jordanie et dans la péninsule du Sinaï, lesquels ont perdu la quasi-totalité de leur bétail et autres biens, sont plongés dans une affreuse misère et sont décimés par la maladie. M. Rifa'i vient de recevoir un rapport officiel sur la situation de ces réfugiés, qui sont plus de 20 000. Les Bédouins Azazma, qui, en vertu de la résolution 916 (X) de l'Assemblée générale, ne peuvent bénéficier des rations distribuées par l'Office, ne reçoivent aucune aide. Les organisations privées auxquelles l'Assemblée générale avait fait appel n'ont pu leur prêter aucune assistance, sauf dans un cas, à la demande du Gouvernement jordanien. Ce gouvernement fait tout son possible pour améliorer leur sort. M. Rifa'i compte revenir sur cette question et demander que les dispositions de la résolution 916 (X) soient modifiées en leur faveur. En attendant, il saurait gré au Commissaire général de bien vouloir l'éclairer sur la situation de ces réfugiés

et sur la possibilité de les faire bénéficier des activités de l'Office.

20. Le PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre, en date du 29 octobre 1963 (A/SPC/89), que lui ont adressée les représentants de l'Algérie, de l'Arabie Saoudite, de l'Irak, de la Jordanie, du Koweït, du Liban, de la Libye, du Maroc, de la République arabe syrienne, de la République arabe unie, du Soudan, de la Tunisie et du Yémen. Ces représentants demandent que la Commission entende "la délégation arabe de Palestine, représentant la population arabe de Palestine, partie principale dans la question de Palestine". Le chef de cette délégation est M. Ahmed Shukaïry.

21. Le Président rappelle qu'en 1952 la Commission politique spéciale a décidé, à sa 45ème séance, d'entendre le secrétaire général des représentants des réfugiés arabes de Palestine au Liban, M. Izzat Tannous. Depuis lors, la Commission a entendu à chaque session diverses personnes à titre de porte-parole des réfugiés arabes de Palestine.

22. M. HALL LLOREDA (Guatemala) pense que la délégation en question devrait être entendue, étant donné qu'elle pourrait donner des informations intéressantes à la Commission et qu'il y a des précédents à cet égard, en particulier depuis 1959. Le fait d'entendre cette délégation ne préjuge d'ailleurs pas la question de savoir si elle représente ou non la population arabe de Palestine, partie principale dans la question.

23. Le PRÉSIDENT déclare que, s'il n'y a pas d'objection, il invitera le porte-parole du groupe mentionné dans le document A/SPC/89 à faire des déclarations au moment approprié.

*Il en est ainsi décidé.*

24. M. COMAY (Israël) déclare que sa délégation, comme elle l'avait fait les années précédentes, réserve sa position quant à la décision que la Commission vient de prendre. Le problème humain qui se pose doit être examiné dans un esprit constructif et discuté sur un ton modéré. Les rappels du passé et les polémiques ne profitent en rien aux réfugiés. La solution doit être recherchée dans un accord conclu entre les Etats intéressés, et cet accord dépend d'une réduction générale de la tension, de la crainte et de l'insécurité. Le gouvernement et le peuple d'Israël continueront leurs efforts dans ce sens, sans se laisser décourager par les dangers qui caractérisent encore la situation, 15 ans après l'accession d'Israël à l'indépendance.

25. En 1947, les Nations Unies ont adopté un compromis [voir résolution 181 (II)] qui prévoyait la création de deux Etats indépendants dans le cadre d'une union économique. Au grand regret d'Israël comme de l'ensemble des Nations Unies, ce plan n'a pas été accepté par tous les intéressés. Les Arabes ont ouvert les hostilités le lendemain du jour où ce plan a été adopté, et les réfugiés arabes ont commencé à quitter Israël pour les régions arabes avoisinantes. A la suite de la guerre contre Israël, un nombre équivalent de Juifs ont quitté les pays arabes pour venir en Israël. Ainsi est né un double problème de réfugiés. Israël a absorbé ces réfugiés juifs, en même temps qu'un nombre comparable de personnes venues de pays non arabes, et en a fait des citoyens libres et actifs. Le monde arabe réunit à coup sûr les conditions qui lui permettraient d'intégrer de même les réfugiés arabes. Telle était la thèse

exposée dans un rapport mémorable, présenté voici quatre ans, par M. Dag Hammarskjöld<sup>1/</sup>. Telle est, en fait, la seule façon dont on ait pu résoudre, de notre temps, les problèmes qui mettaient en cause un très grand nombre de réfugiés.

26. Comme le montrent les rapports successifs de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, un certain nombre de réfugiés arabes ont déjà été intégrés dans la vie et l'économie des pays d'accueil. La question est de savoir comment ce processus naturel peut être mené à bien pour l'ensemble des réfugiés dans les quelques années à venir. Il ne fait aucun doute que cela est possible, avec la coopération des Etats intéressés, et l'on constate que, malgré les effets psychologiques dus à leur déplacement, les réfugiés sont devenus capables de subvenir à leurs propres besoins dans tous les cas où on leur en a donné l'occasion.

27. Israël est très désireux de contribuer à la solution de ce problème dans toute la mesure compatible avec sa souveraineté, sa sécurité et ses ressources. L'offre qu'il a faite de verser une indemnité pour tous les biens abandonnés est toujours valable.

28. Des dizaines de milliers de réfugiés arabes ont été accueillis en Israël et ils ont été absorbés dans le nouvel Etat en même temps que ceux qui y étaient demeurés, de sorte qu'Israël compte aujourd'hui un quart de million de citoyens d'origine arabe, soit 11 p. 100 de la population. Israël n'a jamais dit qu'il ne reprendrait aucun autre réfugié. Cependant, cette question ne peut être envisagée que dans le cadre d'un programme général de réinstallation dans les pays arabes; il faut, pour cela, qu'il y ait des discussions et un accord entre les gouvernements intéressés. Comme il le fait depuis plus de 10 ans, Israël réaffirme que, dans toute négociation israélo-arabe en vue d'un règlement pacifique de toutes les questions en suspens, le problème des réfugiés doit être au premier plan. Il est persuadé qu'une discussion sincère aurait des résultats pratiques. Israël possède, en matière d'installation des réfugiés, une grande expérience qui pourrait être mise à profit. Le Gouvernement israélien est prêt à aborder les détails pratiques d'un tel plan lorsque des discussions sérieuses et concrètes deviendront possibles. Jusque-là, il se demande ce qu'on peut raisonnablement attendre de sa part. Les débats de la Commission ne peuvent certes pas porter sur la question de savoir si Israël doit exister ou non.

29. La délégation d'Israël se réserve le droit d'intervenir à nouveau sur le rapport du Commissaire général (A/5513). Elle tient cependant à en souligner certains aspects positifs et rassurants. L'Office a fait du bon travail en fournissant aux réfugiés divers services en matière de santé publique, d'enseignement et de formation professionnelle. Les statistiques du rapport sont même impressionnantes, si on les compare aux conditions locales, et le Commissaire général ainsi que son personnel méritent d'être félicités pour ces résultats. Il faut également remercier les pays qui, par leurs contributions bénévoles, ont permis cette assistance. Au bout de 15 ans, cependant, ces pays doivent être plus convaincus que jamais que les secours ne sont pas une solution et qu'il faut donner une impulsion nouvelle au processus

<sup>1/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quatorzième session, Annexes, point 27 de l'ordre du jour, document A/4121.

d'intégration permanente, et cela sur une échelle beaucoup plus grande que ne l'envisage le rapport de l'Office. De tels efforts exigent que l'on accepte les réalités de la situation et que tous les intéressés soient disposés à aider les réfugiés à refaire leur vie en paix. Comme l'indique le dernier rapport d'activité de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (A/5545), le Gouvernement israélien a participé depuis la dernière session de l'Assemblée à des entretiens à cet effet.

30. Le mot "paix" est au cœur même du problème. C'est une folie de penser que ce problème, né d'un conflit, puisse être résolu par un nouveau conflit. Une deuxième manche ne serait gagnée par personne, elle ne ferait que redoubler les souffrances de part et d'autre. En attendant, les pays intéressés sont entraînés dans une course aux armements et gaspillent des ressources qui pourraient faciliter leur développement et la solution du problème des réfugiés. Il y a une bien meilleure façon de régler les différends si regrettables entre Israël et ses voisins arabes: c'est la voie du dialogue, dont la valeur a été mise en relief par le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, récemment signé à Moscou, et la Charte de l'Organisation de l'unité africaine, qui pose nettement les principes de la coexistence régionale. L'Assemblée générale a affirmé à plusieurs reprises qu'il incombait au premier chef aux gouvernements intéressés dans le conflit israélo-arabe de régler leur différend par voie de négociation. Le Gouvernement israélien l'a toujours entendu ainsi; depuis des années, il demande qu'on lui donne la possibilité d'examiner avec les pays arabes les questions en suspens. Un nouveau départ dans cette direction serait conforme à l'esprit de la session en cours. Israël continuera de rechercher un compromis honorable avec le monde arabe. C'est dans cet esprit que la délégation israélienne entend participer au débat et elle est convaincue que telle est également l'intention de la plupart des délégations. La Commission est appelée à discuter un problème humain; pour le résoudre, il importe de considérer les réfugiés non pas comme l'instrument d'une lutte politique ou militaire, mais comme des êtres humains qui ont besoin d'une aide concrète de la part de tous les intéressés.

31. M. RIFA'I (Jordanie) signale que le rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine, dont le représentant d'Israël a fait mention, a été publié à l'insu de la délégation jordanienne, qui n'en a eu connaissance que le jour même, et vraisemblablement à l'insu des représentants des pays arabes intéressés. Dans ce rapport, il est question d'entretiens à un échelon élevé et sans préalables, en vue de progresser sur la voie d'une solution du problème des réfugiés arabes de Palestine. D'après les renseignements officiels dont M. Rifa'i dispose, les faits sont inexacts et contraires à la position de la Jordanie et des autres pays arabes à l'égard de la question à l'étude. Pour le moment le représentant de la Jordanie ne considère donc pas ce document comme une base de discussion valable.

32. M. Rifa'i informe la Commission que M. Anton Atalla, ministre des affaires étrangères de Jordanie, doit arriver à New York la semaine prochaine pour prendre la parole devant la Commission au sujet des réfugiés arabes. Il faut espérer que celui-ci pourra, dès son arrivée, se faire entendre par la Commission et participer aux débats.

33. La composition de la délégation arabe de Palestine reflète l'histoire des Arabes de Palestine. Les membres de la délégation sont nés dans différentes villes de Palestine — certaines se trouvant sous la domination israélienne, d'autres y ayant échappé —, ce sont des personnalités politiques, des notables, des journalistes et des dirigeantes d'organisations féminines, qui tous ont été obligés d'aller vivre hors de Palestine, dans les pays arabes voisins et jusqu'au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et en Amérique latine. Le président de cette délégation, lui-même originaire de la Palestine arabe, est un ancien chef de délégation auprès des Nations Unies. Toutes ces personnalités sont venues à la Commission pour déclarer au monde entier qu'elles représentent une nation que rien ne pourra détruire et pour réclamer la restitution aux Arabes de Palestine de leurs droits et de leur terre natale.

34. Le terme "réfugiés" ne s'applique pas à un petit groupe de réfugiés misérables et sans défense dont le problème est de savoir comment se nourrir et où s'établir. Les réfugiés arabes de Palestine, au sens véritable du terme, ce sont tous les Arabes de Palestine qui revendiquent toutes les régions de Palestine occupées par Israël et qui se voient refuser le droit d'y retourner. Or, la question que l'Assemblée générale examine systématiquement depuis 14 ans est celle des réfugiés, dans le cadre du rapport du Commissaire général de l'Office de secours. A chaque session, les Etats arabes espèrent que les principes du droit et de la justice prévaudront, mais ils ne peuvent guère cacher leur scepticisme en voyant la façon dont certains nobles principes de la vie sont appliqués aujourd'hui et ils constatent avec déception que l'agression est encore reconnue et encouragée. Ces sentiments sont en fait ceux de centaines de milliers de gens qui résident sur le territoire jordanien.

35. La Jordanie, qui occupe une position importante dans la région de Palestine, a accueilli 654 000 réfugiés, soit plus de la moitié des 1 210 000 réfugiés enregistrés auprès de l'Office. Plusieurs centaines de milliers de leurs compatriotes vivent près d'eux sur ce qui reste du territoire arabe de Palestine. La Jordanie vit la tragédie de la nation arabe de Palestine et entretient ses espoirs. Il s'agit bien de tragédie, puisque les réfugiés n'ont pour survivre que les modestes rations qu'ils doivent à la charité internationale, si même ils en reçoivent. Les réfugiés, pour lesquels l'Office de secours verse 25 millions de dollars par an, ont laissé derrière eux des biens évalués à plus de 2 milliards de dollars et produisant un revenu annuel de 120 millions de dollars. Il est singulier que, tandis que les réfugiés vivent de la charité internationale, Israël vive non seulement des revenus de leurs biens, mais de toutes les ressources du pays.

36. En traitant le problème des réfugiés arabes de Palestine, il faut reconnaître trois réalités fondamentales, à savoir l'inaction des Nations Unies, l'attitude de défi d'Israël et la détermination des Arabes.

37. Tout d'abord l'ONU ne s'est pas efforcée de donner effet à ses résolutions successives. Il suffit de se reporter aux nombreuses résolutions adoptées par l'Assemblée générale à ce sujet pour voir que l'Organisation est de moins en moins capable de régler de façon satisfaisante ce grave problème international. Depuis la résolution 194 (III) qui proclamait le droit

des réfugiés au rapatriement et à l'indemnisation, l'Assemblée a adopté non moins de 19 résolutions, dans lesquelles elle réaffirmait ce même droit, exprimait le profond regret qu'il n'eût pas été respecté et constatait que la situation des réfugiés continuait d'être très inquiétante. A titre d'illustration, le représentant de la Jordanie donne lecture de certaines dispositions des résolutions 1456 (XIV), 1604 (XV), 1725 (XVI) et 1856 (XVII). Une telle ligne de conduite de la part de l'Assemblée ne peut qu'avoir de graves conséquences. D'une part, elle ébranle la confiance dans la valeur des résolutions de l'ONU et risque, par conséquent, d'affaiblir la position de l'ONU dans le monde en tant qu'organisation fondée pour "créer les conditions nécessaires au maintien de la justice", comme il est dit dans le Préambule de la Charte. D'autre part, cette attitude risque d'amener les pays dont les appels ne sont pas entendus par l'Organisation à ne compter que sur eux-mêmes pour recouvrer leurs droits. Ceux qui essaient à chaque session de faire adopter de telles résolutions par l'Assemblée générale doivent agir en tant qu'Etats Membres de l'ONU et non pas conformément aux intérêts politiques de leurs gouvernements.

38. Quant à Israël, sa méconnaissance des décisions de l'ONU concernant les droits des Arabes de Palestine et la politique de destruction et d'expansion qu'il adopte pour contrecarrer les efforts destinés à assurer ces droits en font le seul responsable du non-règlement de la question des réfugiés. Le maintien d'Israël en terre arabe suppose, par sa nature même, l'extermination des autochtones arabes. Il est donc faux d'envisager l'existence et l'expansion d'Israël en Palestine sans l'expulsion des Arabes: l'histoire récente d'Israël en Palestine le montre bien. En effet, à la fin de la première guerre mondiale, il y avait, en Palestine, 56 000 Juifs parmi une population autochtone de 650 000 Arabes. Durant les 30 années du Mandat britannique et jusqu'à la création d'Israël, le 15 mai 1948, le nombre de Juifs immigrés et entrés illégalement en Palestine est passé à 540 000, contre 1 350 000 Arabes, chiffre qui correspond à un accroissement démographique normal. En d'autres termes, les Juifs établis en Palestine représentaient en 1918 8 p. 100 de la population totale, en 1948, 32 p. 100, et en 1963, 89 p. 100. Ces chiffres montrent bien que les Arabes de Palestine ont été expulsés pour permettre l'immigration des Juifs dont l'afflux incessant en Palestine fait obstacle au retour des autochtones. Etant donné cette grave situation, qui constitue une menace pour l'avenir des Arabes de Palestine en particulier, et du monde arabe en général, la délégation jordanienne invite instamment les Nations Unies à prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à l'immigration des Juifs en Palestine et fait appel à tous les Etats Membres pour qu'ils n'encouragent pas l'émigration vers Israël. Si la politique du Gouvernement israélien qui consiste à concentrer en Israël tous les Juifs du monde n'est pas abolie, Israël continuera à avoir des visées expansionnistes qui aboutiront à une conflagration dans cette région du monde. A ce propos, le Médiateur des Nations Unies a signalé au Conseil de sécurité, en 1948, que l'immigration illimitée dans la région israélienne de la Palestine risquait au bout d'un certain nombre d'années de créer des pressions démographiques et des troubles économiques et politiques qui justifieraient les craintes qu'éprouvaient les Arabes de voir les Juifs s'étendre dans le Proche-Orient. Il a ajouté que l'immigration des Juifs ne

concernait pas seulement le peuple et le territoire juifs, mais aussi les pays arabes voisins<sup>2/</sup>.

39. Or, la déclaration d'indépendance israélienne, la politique du "rassemblement" et de "l'expansion" ne laisse aucun doute sur les intentions d'Israël. Tout en s'opposant au retour des réfugiés arabes, Israël refuse délibérément de s'acquitter des obligations que lui imposent les résolutions de l'ONU. C'est ainsi que Mme Golda Meir, ministre des affaires étrangères d'Israël, a déclaré l'année dernière à la Knesset qu'il n'était pas question que les réfugiés arabes reviennent sur le territoire israélien et que la seule solution était de les installer sur les terres arabes.

40. Quant à l'autre droit légitime des Arabes de Palestine, à savoir le droit à l'indemnisation, le représentant de la Jordanie rappelle qu'en 1917, année de la Déclaration Balfour<sup>3/</sup> qui a créé un Foyer national juif en Palestine, les Juifs ne possédaient en Palestine que 2 p. 100 des terres. En 1947, au moment du partage de la Palestine, ils possédaient 5,6 p. 100 des terres. Néanmoins, le plan de partage a attribué à l'Etat juif 56 p. 100 de la superficie totale de la Palestine, c'est-à-dire 10 fois plus que les Juifs ne possédaient de terres. En outre, les Israéliens ont annexé au territoire qui leur avait été attribué 60 p. 100 des terres assignées à l'Etat arabe en vertu du plan de partage, de sorte que le territoire occupé par les Israéliens représente 77,4 p. 100 de la superficie totale. Ainsi l'immense territoire arabe, ses richesses et ses terres, ont été confisqués par Israël. En confisquant ces biens, les autorités israéliennes les qualifient de "biens abandonnés" et cherchent, en adoptant de prétendues lois et ordonnances, à déposséder les réfugiés arabes de leurs droits naturels. C'est ce qui ressort de la thèse présentée par un érudit juif, Don Peretz, en 1955. Dès 1948, le comte Bernadotte signalait, dans son rapport aux Nations Unies, que la responsabilité du Gouvernement provisoire israélien quant à la restitution de leurs biens aux propriétaires arabes et à leur indemnisation pour les dommages causés était évidente<sup>4/</sup>.

41. Enfin, le troisième facteur en cause est la position ferme prise par les Arabes de Palestine, partie principale en cause, et la volonté des pays arabes de rétablir le droit et la justice en Palestine. Pour les Arabes de Palestine, il est un fait certain: un peuple vivait dans sa patrie depuis des temps immémoriaux et y menait une vie prospère et paisible. Placé sous mandat britannique après la première guerre mondiale, ce peuple aurait dû être conduit à l'indépendance et la souveraineté. Mais la Puissance mandataire a brusquement renoncé à son mandat sur la Palestine et renvoyé la question à l'ONU qui, par 33 voix contre 13, a décidé de partager la Palestine. La résolution de partage et le retrait de l'administration britannique, sans que le peuple arabe de Palestine eût été préparé à l'autonomie, ont laissé le pays et ses habitants à la merci des organisations sionistes armées.

<sup>2/</sup> Documents officiels du Conseil de sécurité, troisième année, Supplément de juillet 1948, document S/888.

<sup>3/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, deuxième session, Supplément No 11, vol. II, annexe 19.

<sup>4/</sup> Ibid., Troisième session, Supplément No 11, 1ère partie, chap. V, par. 7.



42. Aujourd'hui, les Arabes de Palestine sont privés de leur terre natale, mais ils s'efforceront de recouvrer leurs droits, leur pays et leur dignité, en combattant s'il le faut. On prétend que les réfugiés arabes devraient s'installer dans les pays arabes voisins pour y bâtir leur avenir. Mais pourquoi réserver leur patrie aux immigrants juifs et vouloir intégrer les réfugiés dans les pays arabes? En supposant à tort que la situation économique des pays arabes permette de les absorber, doit-on les forcer à accepter ce qu'ils rejettent, de la même manière qu'on les a obligés à évacuer leur patrie? C'est en outre leur faire injure que de les considérer comme des objets à acheter ou à vendre. Il s'agit de personnes qui ont fait beaucoup pour la civilisation et le progrès dans leur pays.

43. Pour les pays arabes, la création d'Israël dans une région arabe, ses visées préjudiciables aux Arabes et l'appui financier, politique et militaire qu'il reçoit de puissances étrangères sont un sujet de vive inquiétude. Les intérêts et la sécurité arabes sont menacés par les plans économiques et les préparatifs militaires d'Israël. Ces craintes tiennent à ce qu'un élément étranger a été introduit dans un milieu homogène. Les relations entre les Etats arabes voisins de la Palestine et Israël sont régies par un accord général d'armistice dicté exclusivement par des considérations militaires, lequel, par conséquent, ne porte nullement atteinte aux droits politiques et civils des Arabes de Palestine. Il en résulte, d'une part, que les relations, quelles qu'elles soient, entre les pays arabes et Israël ne doivent pas porter préjudice aux droits légitimes des Arabes de Palestine et que la mise en œuvre de ces droits ne doit pas être fonction d'un changement dans ces relations, et, d'autre part, que la question des relations entre les Etats arabes et Israël relève de la compétence du Conseil de sécurité, qui a donné un mandat à l'organisme chargé de contrôler l'application de l'armistice général en Palestine. Par conséquent, l'idée de négociations pacifiques entre les Etats arabes et Israël, à propos des droits des réfugiés arabes de Palestine, est non seulement injustifiable, mais totalement étrangère au débat.

44. Certaines délégations ont estimé que la question de Palestine pourrait être réglée au moyen de négociations directes entre les Arabes et Israël. La délégation jordanienne tient à réaffirmer que les droits des Arabes de Palestine ne sont pas négociables, et qu'ils ne peuvent faire l'objet d'aucun compromis. Supposer que les Arabes accepteraient d'engager des pourparlers directs avec Israël en vue de parvenir à un règlement mutuellement acceptable, c'est supposer que les Arabes reconnaissent que l'autorité d'Israël prévaut sur celle de l'ONU, sur ses résolutions et sur les principes de la Charte que les Arabes n'ont cessé de défendre.

45. Comment résoudre le problème de façon satisfaisante? Certains observateurs politiques, mus par des considérations matérialistes, vont jusqu'à dire qu'Israël est un fait. Or, ce fait est inadmissible pour les Arabes. Israël ne vaut pas mieux que n'importe quel autre régime politique illégal. D'ailleurs les réfugiés arabes de Palestine sont un fait universellement reconnu, de même que l'agression israélienne en Palestine. De tels arguments ne conduisent donc à aucun résultat positif.

46. Pour aborder de façon constructive le problème des réfugiés de Palestine, il faudrait: premièrement,

qu'Israël reconnaisse les droits des réfugiés arabes de Palestine et accepte de les garantir; deuxièmement, que l'immigration juive en Israël cesse, pour cette simple raison que l'entrée de chaque immigrant juif en Israël fait obstacle au retour d'un réfugié arabe dans sa terre natale; troisièmement, que les réfugiés arabes de Palestine aient la possibilité de choisir entre le rapatriement et l'indemnisation et qu'ils aient la garantie que leur vœu sera réalisé immédiatement; enfin, que les biens arabes situés en Israël soient placés sous la garde de l'ONU qui en assurerait la protection et l'entretien, en percevrait le revenu et en tiendrait une comptabilité exacte, de sorte que tous les droits de propriété des réfugiés soient sauvegardés et tous les revenus versés aux réfugiés en attendant leur rapatriement.

47. La délégation jordanienne note avec satisfaction que, dans la situation incertaine qui est celle des réfugiés arabes de Palestine, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient fait un excellent travail: il soulage la misère des réfugiés et les soustrait, dans toute la mesure de ses moyens, aux vicissitudes de la vie. M. Rifa'i félicite le Commissaire général, au nom de son gouvernement et de sa délégation, de la tâche qu'il a accomplie. Il rend hommage aux gouvernements et aux organisations bénévoles qui contribuent à améliorer le sort des réfugiés arabes de Palestine et remercie ceux qui défendent leur cause, quels qu'ils soient. Le représentant de la Jordanie se réserve le droit de reprendre la parole ultérieurement.

48. M. TARAZI (Syrie), tout en se réservant de reprendre la parole sur le fond, déclare que les paragraphes 2 et 3 du rapport (A/5545) de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine, qui vient d'être distribué, contiennent des affirmations qui ne peuvent être acceptées telles quelles par sa délégation. Il tient à formuler les réserves les plus expresses en ce qui concerne ces paragraphes et à déclarer que le rapport, tel qu'il a été présenté par la Commission de conciliation, n'a pas été soumis préalablement aux délégations des pays intéressés. M. Tarazi précise que la teneur des paragraphes en cause lui paraît être trop affirmative et trop extensive; à la connaissance de sa délégation et de son gouvernement, les faits qui y sont mentionnés n'ont pas eu lieu.

49. Le peuple de Palestine est le seul détenteur légitime des droits relatifs à la Palestine arabe. La délégation syrienne ne présentera donc ses observations sur la question que lorsque la Commission aura entendu le représentant de la délégation arabe de Palestine.

50. A titre préliminaire, M. Tarazi tient à relever les considérations générales qu'a présentées M. Davis dans son intervention. Le Commissaire général a déclaré notamment qu'il ne s'agissait pas simplement d'un problème de réfugiés, mais qu'il fallait prendre en considération le vœu d'un peuple qui a été privé de ses droits.

51. M. PACHACHI (Irak) compte reprendre la parole ultérieurement au cours de la discussion générale; il se bornera à présenter quelques observations sur la déclaration du représentant israélien.

52. Le représentant israélien, après avoir parlé des Arabes qui ont quitté Israël en 1947 pour se rendre dans les régions voisines, a ajouté qu'un nombre

correspondant de Juifs ont quitté les pays arabes pour venir en Israël. En fait, alors que le nombre d'Arabes réduits à la condition de réfugiés en 1948 s'élevait à environ 800 000, le nombre des Juifs qui ont quitté les pays arabes depuis 1948 ne représente pas plus du quart de ce total. C'est donc là une première contrevérité.

53. D'autre part, il est inexact de dire que les Juifs en question soient venus en Israël à la suite de la guerre. En fait, cette émigration a pris plusieurs années. Les Juifs en question n'ont pas été forcés de partir, ils ont quitté de plein gré des pays où leurs ancêtres étaient établis depuis de milliers d'années. En Irak, où il existait une communauté juive depuis plus de 2 000 ans, ces Juifs ont toujours été considérés comme des citoyens respectés et loyaux. Au plus fort de la guerre de Palestine, en 1948, pas un seul Juif n'a été maltraité, dans quelque pays arabe que ce soit. Cela est reconnu même par des sionistes.

54. Il faut ajouter que tous les Juifs qui ont quitté les pays arabes ne se sont pas rendus en Israël, mais que bon nombre d'entre eux se sont établis en Europe et en Amérique. Le représentant israélien a voulu accréditer l'idée qu'il existe un double problème de réfugiés, et que, par conséquent, il ne reste qu'à entériner l'échange qui aurait eu lieu. La réalité est tout autre. Le cas des réfugiés de Palestine est unique en ce sens que la grande majorité de la population a été réduite à la condition de réfugié. Le représentant israélien a informé la Commission qu'à l'heure actuelle la population arabe d'Israël constitue 11 p. 100 du total. Or, il faut rappeler qu'en 1917, lorsque la question de Palestine a commencé à se poser, les Arabes formaient les 93 p. 100 de la population et que, même en 1948, ils dépassaient 70 p. 100. Ce qui s'est passé en Palestine n'est pas comparable à ce qui s'est produit à la suite de la guerre gréco-turque de 1922, époque où un certain nombre de Grecs ont quitté la Turquie pour se rendre en Grèce et un certain nombre de Turcs qui vivaient en Thrace et en Macédoine sont retournés en Turquie. Le problème des réfugiés de Palestine n'est pas comparable non plus à celui des millions de réfugiés qui, après la seconde guerre mondiale, ont quitté divers pays pour s'établir dans d'autres, et il ne peut pas non plus être comparé au cas des Indiens et des Pakistanais lors du partage de l'Inde britannique.

55. M. Pachachi demande à chacun des membres de la Commission d'interroger sa conscience pour savoir si un groupe qui constituait les 93 p. 100 de la population d'un pays peut accepter d'y former une minorité de 11 p. 100. Il ne s'agit donc pas d'un problème de réfugiés au sens traditionnel.

56. M. Mahmoud RIAD (République arabe unie), à titre d'observation préliminaire sur le rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (A/5545), déclare que, sur la foi de ce rapport, on pourrait penser que les Etats arabes

qui y sont mentionnés ont adopté une nouvelle attitude à l'égard de la question de Palestine en général et de la question des réfugiés en particulier. Le rapport fait mention de consultations diplomatiques entreprises par les missions des Etats-Unis dans diverses capitales arabes. Les Etats-Unis, en qualité de membre de la Commission de conciliation, ont pris contact avec les gouvernements arabes pour procéder à un échange de vues sur les activités de la Commission. Le Gouvernement de la RAU a précisé ce qu'il pensait de ces contacts diplomatiques lorsqu'il a réaffirmé la nécessité de mettre en œuvre les résolutions des Nations Unies relatives au droit des réfugiés de retourner dans leurs foyers. De plus, il n'appartient pas aux pays arabes de décider de l'avenir de la population arabe de Palestine, partie principale dans la question. Le représentant de la République arabe unie reviendra ultérieurement sur le rapport de la Commission de conciliation.

57. M. HAKIM (Liban) se réserve le droit de reprendre la parole au sujet du rapport de la Commission de conciliation pour la Palestine. Il tient cependant à faire un certain nombre d'observations préliminaires à ce sujet. Le document A/5545 fait mention d'entretiens qui auraient eu lieu avec les parties intéressées "à un échelon élevé et sans préalables quant à la nature d'une éventuelle solution du problème" (A/5545, par. 2). La délégation du Liban n'a pas connaissance de tels entretiens sans préalables. Elle peut affirmer que, quels que soient les entretiens qui peuvent avoir lieu avec le Gouvernement du Liban, ceux-ci ne peuvent se fonder que sur les résolutions de l'Assemblée générale et ne peuvent porter que sur la mise en œuvre du paragraphe 11 du dispositif de la résolution 194 (III), en vue du rapatriement des réfugiés dans leurs foyers et de l'indemnisation des biens de ceux qui préféreront ne pas retourner dans leur pays d'origine. Les droits des réfugiés ne peuvent faire l'objet de marchandages avec les gouvernements arabes intéressés.

58. M. PLIMPTON (Etats-Unis d'Amérique) pense qu'il y a eu un malentendu de la part des représentants de la Jordanie, de la Syrie, de la République arabe unie et du Liban au sujet du rapport de la Commission de conciliation (*ibid.*) et notamment quant à la nature des "entretiens discrets" dont les Etats-Unis ont pris l'initiative en tant que membre de cette commission. Ces entretiens ont eu lieu conformément au mandat de la Commission tel qu'il ressort de la résolution 1856 (XVII) de l'Assemblée générale, laquelle se réfère à des résolutions antérieures et notamment à la résolution 194 (III). La résolution 1856 (XVII) est expressément mentionnée aux paragraphes 1 et 3 du rapport de la Commission de conciliation. Là où il est question de consultations "sans préalables", il faut entendre: sans préalables quant aux méthodes par lesquelles la Commission de conciliation s'acquitterait de son mandat.

La séance est levée à 17 h 40.